



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/48/638  
S/26788  
22 novembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-huitième session  
Point 79 de l'ordre du jour  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA  
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT  
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-huitième année

Lettre datée du 22 novembre 1993, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué de presse du Ministère des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie concernant les incidents qui viennent d'opposer la République d'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 79 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Dragomir DJOKIĆ

ANNEXE

Communiqué de presse publié le 19 novembre 1993 par le Ministère des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie

Le Ministère des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie est très surpris par les dernières déclarations des Ministères albanais des affaires étrangères et de la défense concernant les incidents qui viennent d'opposer la République d'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, déclarations qui contiennent des accusations dénuées de fondement selon lesquelles la République fédérative de Yougoslavie est impliquée dans ces incidents alors que le conflit ne concerne en fait que ces deux pays.

Comme on le sait, les autorités officielles macédoniennes ont accusé l'Albanie d'apporter appui et assistance au mouvement séparatiste albanais de Macédoine, notamment en lui fournissant des armes. Cependant, il n'a pas été fait mention de ces accusations dans la déclaration du Ministère albanais des affaires étrangères, celui-ci tentant d'occulter le fait qu'il apporte bel et bien un appui de choc au mouvement en question.

Au lieu de réfuter les graves accusations d'ingérence dans les affaires intérieures de la Macédoine formulées par Skopje, Tirana monte un scénario absurde tendant à prouver la prétendue responsabilité de la République fédérative de Yougoslavie. L'Albanie a demandé au Gouvernement macédonien de mettre un terme aux actes de terreur dirigés contre les Albanais et de cesser toute activité qui pourrait se retourner contre lui et le déstabiliser mais elle n'a pas dit un mot sur sa propre responsabilité dans les événements qui viennent de se produire.

Les accusations que s'adressent mutuellement la Macédoine et l'Albanie sont leur affaire. Cela dit, le Ministère des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie se doit de rejeter les accusations infondées de Tirana qui tente de faire porter la responsabilité de sa périlleuse politique par les autres. En fait, l'Albanie cherche à minimiser l'appui qu'elle apporte aux forces séparatistes au Kosovo, dans la Metohija et en Macédoine ainsi que sa part de responsabilité dans les nombreux problèmes qui l'opposent à ses voisins.

Les derniers incidents ont prouvé la participation de l'Albanie dans les événements qui se sont produits en Macédoine et confirmé les affirmations plusieurs fois répétées de la République fédérative de Yougoslavie selon lesquelles l'Albanie met la paix en péril dans les Balkans en fomentant le séparatisme dans le Kosovo, dans la Metohija et en Macédoine et en revendiquant ouvertement des territoires appartenant à des pays voisins, revendications qui lui permettent en fait de masquer le projet qu'elle a formé de créer une "Grande Albanie" en modifiant les frontières et en déstabilisant ses voisins.

La politique de l'Albanie est incompatible avec la volonté des pays des Balkans de créer un climat de confiance et de coopération et entrave les efforts qui sont faits pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région. La République fédérative de Yougoslavie continuera, dans le cadre de toutes ses activités, d'entretenir des relations de bon voisinage avec l'Albanie et les autres pays de la région, ce qui est le meilleur moyen d'instaurer durablement la paix et la stabilité dans les Balkans.